

DISCOURS SUR LE BUDGET

PRONONCÉ PAR

L'HONORABLE JOHN S. HALL,

TRÉSORIER DE LA PROVINCE,

A

L'Assemblée Législative de Québec,

MARDI, LE 5 DECEMBRE 1893.



QUÉBEC :
IMPRIMÉ AU "MORNING CHRONICLE."

1893.

DISCOURS SUR LE BUDGET

PRONONCÉ PAR

L'HONORABLE JOHN S. HALL,

TRÉSORIER DE LA PROVINCE,

À

L'Assemblée Législative de Québec,

MARDI, LE 6 DECEMBRE 1893.

MONSIEUR L'ORATEUR,

Pour la troisième fois depuis que je suis entré en fonctions, je dois proposer que la Chambre se forme en comité des subsides et vote les sommes nécessaires à Sa Majesté pour l'année 1894-95.

J'ai le plaisir d'annoncer que je puis donner à la Chambre et au public, les résultats exacts de l'administration qui a succédé à celle de M. Mercier, et de faire un exposé des affaires qui démontrera d'une manière concluante que les promesses faites par cette administration ont été fidèlement tenues et que le mandat qui lui a été donné par le peuple, le 8 mars 1892, a été rempli avec le plus grand soin.

Les comptes publics de l'exercice finissant le 30 juin 1893 ont été déposés devant la Chambre le 9 novembre, jour de l'ouverture de la session, les députés ainsi que le public ont eu tout le temps nécessaire pour les étudier et, après un examen des plus sévère, il est évident que les promesses de cette administration ont été tenues.

L'Honorable M. de Boucherville avait été maintenu dans sa position de premier ministre, en mars 1892. C'est sous son administration que fut préparé, pour notre première année complète, 1892-93, le premier budget contenant des mesures d'économie, sans diminuer l'efficacité du service, public, et créant de nouvelles sources de revenu, afin de rétablir l'équilibre dans nos finances, et la Province lui doit beaucoup.

Bien que j'ai fait dans mes discours précédents un exposé complet de la position de la Province, quand, pour la première fois, nous nous sommes réunis en Chambre en 1892, je crois devoir vous donner d'autres explications qui permettront à tout le monde de voir exactement où nous en sommes et quelles sont les mesures nécessaires à prendre pour remettre la province sur des bases solides.

Je sais que ce devoir m'incombe d'autant plus que, depuis la distribution des comptes publics de 1893, on a dit qu'ils n'avaient pas été faits d'une manière exacte, mais qu'ils avaient été "fabriqués," et que la comparaison faite de ces comptes 1892-93 avec ceux de 1891-92 était injuste, attendu que l'administration Mercier ayant cessé d'exister en décembre 1891, nous étions responsables jusqu'à un certain point du reste de l'exercice financier.

Je remonterai dans mes comparaisons à 1889-90 et 1890-91.

Permettez-moi, monsieur l'Orateur, de faire remarquer à la Chambre que quand nous nous sommes réunis en avril 1892, nous étions arriérés dans nos recettes, à part des emprunts temporaires, et dans nos dépenses; à part des subventions de chemins de fer, en chiffres ronds, de un million et demi de piastres par an, et qu'à cette date d'avril 1892 nous avions \$1,500,000 d'obligations auxquelles il fallait faire face.

Telle était la situation; de plus notre crédit était affaibli, et tout ce que je demande au peuple, c'est de bien examiner la position et de comparer les résultats de notre administration avec celle de nos prédécesseurs.

Nous avons trois choses à faire :

1 ° Examiner les dépenses, les surveiller et les réduire le plus possible, d'une manière compatible avec les intérêts publics et en prenant en considération le développement et les progrès de la Province.

2 ° Etudier nos sources de revenu, veiller à ce que la perception en soit faite convenablement et qu'aucune fraude ne soit commise au préjudice du Trésor.

3 ° Créer de nouvelles sources de revenu, afin de réaliser le montant nécessaire pour combler le déficit.

C'est pour cela, bien que l'on veuille critiquer et que je susse alors et que je sache que rien ne soit plus odieux que d'imposer des taxes, que je vous demande d'examiner la situation telle qu'elle était et de voir ce qu'il y avait à faire. Les intérêts de la Province étaient en jeu, et nous n'avons pas reculé devant notre devoir, quelque déplaisant qu'il fût.

Monsieur l'Orateur, permettez-moi d'exposer à la Chambre les chiffres de nos recettes et de nos dépenses, à part des emprunts et des subventions de chemins de fer, pendant les quatre dernières années. Les voici, et l'on constatera facilement combien le résultat de notre exercice 1892-93 est satisfaisant.

Année	Dépenses	Recettes	Déficit
1889-90	\$4,969,489.68	\$3,538,920.50	\$1,380,569.18
1890-91	5,195,049.43	3,750,813.34	1,444,236.09
1891-92	5,236,768.62	3,494,117.60	1,742,651.02
1892-93	4,492,106.21	4,467,278.21	24,828.00

Dans ce tableau, on a inclus dans les recettes de 1890-91, comme on le verra plus loin, \$278,520.00 de dépôts de garantie de chemins de fer, sans cela, le déficit aurait été de \$1,722,756.09.

En 1892-93 se trouvent inclus \$493,591.75 de recettes provenant de nouvelles sources de revenu créées en 1892.

Ces chiffres sont ceux qui figurent dans les comptes publics des années susdites. Ils ont été établis par les mêmes employés, sous la surveillance de l'Auditeur de la Province et de la même manière. Tout député qui le désire peut les vérifier, et voici quelle en est la classification :

1889-90.
DÉPENSES :

Dépenses ordinaires (y compris \$62,- 133.95 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)	\$3,881,672 95	
Dépenses spéciales.....	818,583 51	
Avances et paiements de fonds en fidéi- commis.....	14,163 98	
Remboursements de dépôts de garantie de chemins de fer	255,069 24	
	<hr/>	\$4,969,489 68

RECETTES :

Revenu ordinaire.....	\$3,540,607 07	
Recettes provenant de ventes de propriétés.....	\$30,000 00	
Dépôts de fonds en fidéi- commis, recettes sur avances	18,313 43	
	<hr/>	48,313 43
	<hr/>	\$3,588,920 50
		<hr/>
Déficit	\$1,380,569 18	
		<hr/> <hr/>

1890-91.**DÉPENSES :**

Dépenses ordinaires (y compris \$64,970 pour rachat d'obligation de l'em- prunt de 1880)	\$4,095,520 45	
Dépenses spéciales.	820,254 15	
Remboursements de dépôts de garantie de chemins de fer	222,097 41	
Avances et paiements de fonds en fidei- commis.....	57,177 42	
	<hr/>	\$5,195,049 43

RECETTES :

Revenu ordinaire	\$3,457,144 32	
Dépôts de fonds en fidéi- commis et recettes sur avances.....	\$15,149 02	
Dépôts de garantie des chemins de fer.....	278,520 00	
	<u>293,669 02</u>	
		<u>\$3,750,813 34</u>
Deficit		<u>\$1,444,236 09</u>
1891-92.		

DÉPENSES :

Dépenses ordinaires (y compris \$68,- 121.16 pour rachat d'obligation de l'emprunt de 1880).....	\$4,446,639 60	
Dépenses spéciales.....	551,041 88	
Palements de fonds en fidéi-commis....	8,017 00	
Remboursements de dépôts de garantie de chemins de fer.....	231,070 14	
	<u></u>	<u>\$5,236,768 62</u>

RECETTES :

Revenu ordinaire	\$3,458,403 85	
Dépôts de fonds en fidéi-commis et recettes sur avances.....	19,723 87	
Remboursements sur dépenses spécia- les ..	8,870 38	
Taxes sur subsides de chemins de fer..	7,119 50	
	<u></u>	<u>3,494,117 60</u>
Deficit		<u>\$1,742,651 02</u>

1892-93.**DÉPENSES :**

Dépenses ordinaires (y compris \$71,053.33 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880).....	\$3,952,258 75	
Dépenses extraordinaires (Edifices publics)	238,264 10	
Payments sur dépôts en fidéi-commis.....	13,147 08	
Prêts aux victimes des ouragans	48,030 89	
Remboursements de dépôts de garantie des chemins de fer.....	240,405 39	
	<u></u>	<u>\$4,492,106 21</u>

RECETTES :

Revenu ordinaire.....	\$3,891,062 73	
“ des nouvelles taxes.....	493,591 75	
	<u> </u>	\$4,384,654 48
Recettes provenant de ventes de propriétés	7,116 00	
Dépôts de fonds en fidéi-commis.....	15,779 37	
Recettes sur avances....	50,000 00	
“ pour taxes sur subventions de chemins de fer.....	9,737 36	
	<u> </u>	82,623 73
		<u>4,467,278 21</u>
Déficit		<u>\$24,828 00</u>

Il faut aussi remarquer que j'ai supprimé dans les comptes ce titre spécial de “Dépenses Spéciales.” J'ai mis dans les dépenses ordinaires tous les articles que mon prédécesseur portait dans les dépenses spéciales, sauf les dépenses extraordinaires pour les édifices publics et les ponts en fer. Je les ai laissés simplement pour faire la comparaison avec les pseudo dépenses spéciales.

Quant aux dépenses, si on compare 1892-93 avec 1890-91, on constate une réduction de \$143,261.70 dans les dépenses ordinaires, et \$581,990.05 dans les dépenses extraordinaires 1892-93, comparées avec les pseudo dépenses spéciales en 1890-91, ou un total de \$725,251.75.

En comparant 1892-93 avec 1891-92, on constate une réduction de \$494,380.85 dans les dépenses ordinaires, et \$312,777.78 de moins dans les dépenses extraordinaires, comparés avec les pseudo dépenses spéciales, ou un total de \$807,158.63.

Dans toutes ces dépenses, il ne faut pas perdre de vue que l'intérêt sur la dette publique, que nous n'avons pas créée, s'élevait comme suit :

1890-91..	\$1,271,506 33
1891-92.....	1,438,443 62
1892-93.....	1,445,031 34

de sorte qu'en considérant notre diminution de dépenses, il faut se rappeler que nous avons eu à payer en 1892-93, \$173,000.00 de plus que nos prédécesseurs en 1890-91.

Pour les recettes, en prenant les mêmes sources de revenu que celles mises à la disposition de mon prédécesseur, 1892-93 accuse une augmentation dans les recettes ordinaires de \$433,918.41 sur 1890-91, et une augmentation sur 1891-92 de \$432,658.88. En ajoutant les recettes provenant de nos nouvelles sources de revenu, soit : \$493,591.75, nos recettes ordinaires totales sont de \$4,384,654.48 en 1892-93.

En vous exposant ces chiffres, je crois que le résultat de notre administration prouve que nous avons tenu nos promesses. Je vois dans mon discours sur le budget de mai 1892, page 33, que nous vous promettions une réduction annuelle d'au moins \$681,621.00 dans les services ordinaires et spéciaux ou extraordinaires, ces chiffres disent d'une manière exacte si les comptes publics ont été " fabriqués " ou non.

Malgré ces réductions, je ne crois pas que l'on puisse dire que l'efficacité du service public ait souffert en quoique ce soit.

Je vous donnerai plus loin, quelque fatigant que ce sujet puisse être, les détails des réductions opérées et je ferai la comparaison avec les autres années.

1892-93.

Je passerai maintenant en revue l'année 1892-93.

Cela a été la coutume de donner les recettes et les dépenses en détails, et c'est ce que je fais, mais en même temps, pour faire la comparaison, je donne celles de 1890-91 et de 1891-92. Je le fais encore simplement pour prouver que nos chiffres sont exacts et les réductions sérieuses, ainsi que pour éviter toute accusation d'injustice dans la confection des comptes publics.

Le département des Terres de la Couronne a perçu \$60,937.67, les recettes nettes provenant des licences ont été de \$80,778.86, et celles qui ont été obtenues des nouvelles taxes de \$43,591.75 de plus que les prévisions faites en janvier dernier. Quelques sources de revenu moins importantes ont donné plus, d'autres moins qu'on ne s'y attendait, et, prises dans leur ensemble, les recettes nettes, à part les dépôts en fidéi-commis, ont excédé les prévisions de \$237,561.03.

RECETTES.

	1890-91.	1891-92.	1892-93.
Puissance du Canada	\$1,278,952 80	\$1,278,952 80	\$1,278,952 80
Terres de la Couronne.....	742,544 62	684,006 98	990,937 67
Timbres judiciaires	175,972 20	169,128 20	174,940 10
do d'enregistrement	17,650 90	17,928 90	18,044 65
Fonds de bâties et des jurés	16,598 75	23,638 32	21,772 48
Honoraires judiciaires.....	4,610 82	10,267 92	10,383 34
Municipalités.—Pour l'entretien des prisonniers.....	12,214 31	9,499 10	8,175 15
Palais de justice de Montréal	1,569 19	3,752 71	2,037 06
Prison de Montréal	5,115 80	9,492 72	1,949 88
Gardes des prisons de Montréal et Québec.....	1,600 00	1,600 00	1,600 00
Gain des prisonniers, prison de Québec.....	95 25	594 93	173 97
Ferme de la prison, Québec		54 00	
Amendes, Justice	158 05	149 02	250 70
Honoraires du grand connétable, Québec	509 21	449 27	433 85
Licences	586,206 14	607,989 33	672,757 90
Taxes directes sur les corporations commerciales. ...	139,436 39	137,937 88	138,925 71
do sur transports de propriétés.....			292,001 65
do directes sur certaines personnes.....			15,667 64
Licences de manufactures et de commerce.....			145,608 87
Droits sur successions.....			40,373 59
Commission sur honoraires d'officiers publics.....	9,983 27	8,017 29	9,865 57
do sur renouvellements d'hypothèques.....	490 33	122 67	357 60
Législation	5,440 08	10,755 27	10,287 72
Asiles d'aliénés, contributions municipales.....	8,033 21	1,104 38	24,758 96
do Patients payants	105 39	75 63	1,778 91
Ecoles d'industrie et de réforme.....	11 40		77 64
Gazette Officielle de Québec.....	24,351 26	24,263 43	25,813 60
Revenu casuel	1,991 16	3,870 26	9,059 93
Service civil, contributions pour pensions	8,309 21	7,357 53	7,348 26
Compagnies d'assurances provinciales—Dépenses d'inspection	440 86	550 55	430 00
Travaux et édifices publics—Loyers	762 17	924 16	1,743 17
Intérêts sur prêts et dépôts.....	32,357 11	44,538 81	43,673 18
Prime, escompte et change.....	2,884 44	674 02	1,168 52
Intérêt sur prix de vente du ch. de fer Q. M. O. & O.	367,908 07	370,140 58	368,136 05
Remboursements	10,841 91	30,587 14	46,720 96
Prêt aux incendiés de Québec.....			100 00
Puissance du Canada, comptes généraux.....			18,407 40
Ventes de propriétés à Montréal et Québec.....	\$3,457,144 32	3,458,403 85	4,384,654 48
			7,116 00
FONDS EN FIDEL-COMMIS, REMBOURSE- MENTS, &c. :—			
Remboursements sur avances.....	2,500 00	11,321 29	50,000 00
Fonds de pensions des instituteurs	4,758 68	1,061 51	4,691 81
Fonds d'amortissement de la cité de Hull.....	140 36	145 07	149 46
Fonds de licences de mariage	6,750 00	6,696 00	7,476 00
Cautionnement des officiers publics.....	1,000 00	500 00	3,453 00
Remboursements au fonds de subventions des che- mins de fer		5,675 50	9,737 36
Dépôts de garantie des chemins de fer.....	278,520 00		
Edifices des arts et manufactures.....		1,288 90	
Fonds d'emprunt municipal.....		3,000 00	
Remboursements, dépenses spéciales		4,581 48	
do chemins de fer.....		1,444 00	
Emprunts temporaires.....	\$3,750,813 34	3,494,117 60	4,467,278 21
Produit de l'emprunt de 1891	2,223,333 33	1,400,000 00	1,150,000 00
En caisse au 1er juillet de chaque année.....	525,344 43	3,471,852 59	1,331,855 29
	\$6,499,491 10	\$9,073,500 19	\$6,949,133 50

DÉPENSES.

	1890-91.	1891-92.	1892-93.
Dettes publiques.....	\$ 1,271,506 33	\$ 1,438,443 62	\$ 1,445,031 34
Législation.....	281,078 74	282,264 64	199,769 84
Gouvernement civil.....	269,660 07	266,324 19	251,908 20
Administration de la justice.....	679,006 18	691,788 18	583,409 56
Instruction publique.....	402,106 34	415,482 11	384,960 00
Agriculture, Colonisation et Immigration.....	245,628 89	305,102 71	201,328 17
Travaux et édifices publics, Ordinaires.....	139,612 83	152,903 17	104,528 88
do do Extraordinaires.....			238,264 10
Asiles et institutions de bienfaisance.....	316,872 66	422,681 59	355,725 00
Divers, (y compris les paiements faits par les officiers du Revenu sur les perceptions).....	490,048 41	471,649 39	425,597 76
Dépenses spéciales.....	820,254 15	551,041 88
	\$ 4,915,774 60	4,997,681 48	4,190,522 85
Remboursements de dépôts de garantie de chemins de fer.....	222,097 41	231,070 14	240,405 39
Avances.....	43,760 00	48,030 89
Fonds en fidéi-commis.....	13,417 42	8,017 00	13,147 08
	\$ 5,195,049 43	5,236,768 62	4,492,106 21
Subventions aux chemins de fer et Q. M. O. & O.....	955,620 26	750,968 42	850,455 09
	\$ 6,150,669 69	5,987,737 04	5,342,561 30
Remboursements d'emprunts temporaires.....	2,073,333 33	1,000,000 00
	\$ 6,150,669 69	8,061,070 37	6,342,561 30
Ajoutez : Paiement de mandats impayés au 30 juin 1890, 1891, 1892.....	112,571 45	235,602 63	555,028 10
	\$ 6,263,241 14	8,296,673 00	6,897,589 40
Déduisez : Mandats impayés au 30 juin, 1891, 1892, 1893.....	235,602 63	555,028 10	313,811 81
	\$ 6,027,638 51	7,741,644 90	6,583,777 59

M. l'Orateur, c'est d'après le dossier qui précède que l'administration veut être jugée. Nous vous prions de l'examiner et nous vous demandons si la confiance publique qui nous a été donnée le 8 mars 1892, a été mal placée.

Le résultat total de ces chiffres prouve clairement que les affaires de la Province sont bien surveillées, et que dans les opérations de l'année 1892-93, à part des recettes provenant des emprunts temporaires et des paiements pour les subventions de chemins de fer, nous n'avons qu'un déficit de \$24,828.00 comparé, en chiffres ronds, aux \$1,500,000 par an, pour les trois années finissant en 1891-92.

Je puis ajouter que toutes les subventions de chemins de fer dues au 30 juin 1893, ont été payées avec le produit d'emprunts temporaires, et qu'il a été pourvu dans les dépenses au paiement de l'intérêt de ces emprunts.

Je pourrai dire de plus que, pendant l'année 1892-93, nous avons payé sur notre revenu ordinaire les sommes suivantes, que, dans le budget, nous avons nommées : dépenses extraordinaires :

Travaux et édifices publics et ponts en fer.....	\$238,264 10
Dépôts de garantie de chemins de fer.....	240,405 39
	<hr/>
	\$478,669 49

Bien que ce résultat accuse un surplus très satisfaisant dans nos recettes et dépenses ordinaires, il faudra observer la plus grande prudence et exercer le contrôle le plus sévère, pendant quelque temps encore.

Les distinctions faites pendant les dernières années, entre les dépenses ordinaires et spéciales ou extraordinaires, étaient trompeuses, et n'avaient pour but que de cacher l'impuissance réelle de faire face aux obligations légitimes avec le revenu, et de servir d'excuse pour faire des emprunts.

Cependant, comme ces pseudo dépenses spéciales ou extraordinaires, se sont répétées pendant un certain nombre d'années, et se sont soldées par une augmentation de la dette publique, il est temps d'attirer l'attention des capitalistes sur les déficits énormes constatés dans le fonctionnement général de nos finances.

Il ne faut pas perdre de vue que la province a eu des déficits dans son administration pendant des années, et que, si le crédit de la province doit être rétabli dans son ancien état, nous devons continuer à prouver, comme nous l'avons fait l'année dernière, que nos ressources suffisent pour faire face

à toutes nos demandes, à part des subventions des chemins de fer, et que même sous ce rapport, nous avons pris des mesures pour payer l'intérêt des emprunts que nous pourrions contracter pour effectuer leur paiement.

1893-94.

Si nous passons maintenant à l'année courante, il faut reconnaître qu'elle n'est pas encore assez avancée, pour pouvoir donner des chiffres exacts. Un seul trimestre, celui qui s'est terminé le 30 septembre, est passé, et nous n'avons que les rapports de ce trimestre. Toutefois, je puis dire que le gouvernement exerce, sur les dépenses et la perception du revenu, la même surveillance que l'année dernière. D'après nos prévisions et nos renseignements, nos dépenses seront au-dessous de nos recettes et nous font prévoir, pour nos opérations de l'année, un résultat favorable.

1894-95.

D'après mes prévisions, voici quelles seront nos recettes, cette année :

RECETTES PROBABLES 1894-95.

PUISSANCE DU CANADA :

Subsides, en vertu de l'acte de l'A. B. du N.....	\$ 959,252 80	
Intérêts sur fonds en fidéi-commis	72,539 32	
Subside spécial, 47 Vict., chap. 4.....	127,460 68	
Intérêts sur subventions de chemins de fer, 47 Vict., chap. 8.	119,700 00	
		\$1,278,952 80

INTERETS :

Intérêt sur prix de vente du chemin de fer Q. M. O. & O..	\$ 370,000 00	
Intérêts sur prêts et dépôts.....	20,000 00	
		390,000 00
Terres de la Couronne.....		901,800 00

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE :

Timbres judiciaires	\$175,000 00	
Honoraires judiciaires.....	10,000 00	
Fonds des bâties et des jurés	10,000 00	
Entretien des prisonniers.....	9,000 00	
Gardes des prisons de Montréal et Québec.....	4,000 00	
Amendes	500 00	
Prison de Montréal	1,500 00	
Palais de justice de Montréal	3,000 00	
Honoraires du grand connétable, Québec.....	500 00	
		213,500 00

Timbres d'enregistrement (y compris les honoraires des registrateurs de Montréal et Québec)	63,000 00
---	-----------

LICENCES :

Loi des licences de Québec. (Revenu net).....	\$ 600,000 00	
Licences de commerce et de manufactures.....	250,000 00	850,000 00
Taxes directes sur les corporations commerciales.....	\$ 140,000 00	
do sur certaines personnes.....	15,000 00	
Taxes sur transports de propriétés.....	260,000 00	
Droits sur successions.....	40,000 00	
Commissions sur honoraires d'officiers publics.....	3,000 00	
do sur renouvellements d'hypothèques.....	200 00	
Entretien des aliénés.....	40,000 00	
Entretien des pensionnaires des écoles d'industrie et de réforme.....	5,000 00	
Législation.....	10,000 00	
Gazette Officielle.....	22,000 00	
Loyers d'édifices publics.....	1,000 00	
Revenu casuel.....	5,000 00	
Contributions aux pensions, Service civil.....	7,000 00	
Remboursement de taxes sur les subventions de chemins de fer.....	40,000 00	588,200 00
		<u>\$4,285,452 80</u>

DEPENSES, 1894-95 :

Quant aux dépenses probables, la Chambre les a déjà dans le budget qui lui a été présenté. Je les donne de nouveau :

	\$	cts.
Dette publique.....	1,527,296	36
Législation.....	199,788	00
Gouvernement civil.....	253,877	56
Administration de la Justice, etc.....	565,940	00
Instruction publique, etc.....	381,760	00
Agriculture, Immigration et Colonisation.....	236,900	00
Travaux et édifices publics :		
Ordinaires.....	\$106,176	05
Extraordinaires.....	16,300	00
	122,476	05
Institutions de bienfaisance (y compris les asiles d'aliénés).....	322,648	25
Services divers.....	315,700	00
Remboursement de dépôts de garantie de chemins de fer.....	260,222	51
	\$4,186,608	73
Subventions de chemins de fer et au chemin de fer Q. M. O. & O.....	755,000	00
	<u>\$4,941,608</u>	<u>73</u>

Nous pouvons donc compter que le résultat de nos opérations financières, à part des subventions aux chemins de fer, se soldera par un surplus de \$98.844.07 pour l'exercice finissant le trente juin dix huit cent quatre-vingt-quinze. Quant aux subventions aux chemins de fer, j'ai inclus dans notre budget une somme suffisante pour faire face aux intérêts des emprunts que nous pourrions contracter, pour les payer.

Je crois aussi que, conformément à la politique de l'administration actuelle, en retranchant des statuts et de notre passif, les subventions aux chemins de fer, devenues caduques et qui s'élèvent à plus de \$2,000,000, nous n'aurons pas besoin, pour payer les intérêts, d'une somme plus élevée que celle que j'ai incluse dans le budget de 1894-95.

Nous pouvons donc espérer, après cette année, diminuer nos nouvelles taxes. Ces taxes étaient et sont nécessaires pour solder les extravagances et les déprédations que l'ex-administration Mercier a permises au préjudice du trésor, et pour prouver au monde financier que nous avons et que nous avons les moyens de payer nos dettes.

ACTIF ET PASSIF, AU 30 JUIN 1893.

Comme mes prédécesseurs, je présente un état de l'actif et du passif, établi en la manière ordinaire. On n'y a pas inclus, évidemment, les sommes dues au fonds d'emprunts municipaux, ni les autres sommes provenant de réclamations contestées contre la Province. Je puis, cependant, dire que ces dernières sont très minimes.

On remarquera que j'ai retranché du passif les sommes qui pourront devenir nécessaires pour la construction du Palais de Justice de Montréal, les édifices du Parlement et les ponts en fer, attendu que nous les payons actuellement sur le revenu ordinaire.

Récapitulation :

Passif.....	\$ 33,981,446 89
Actif	11,029,766 72
Balance.....	\$ 22,951,680 17

En comparant cet état à celui de l'actif et du passif de 1891-92, on constate une amélioration en notre faveur de \$689,666.11, à part des subventions de chemins de fer, devenues caduques, auxquelles je référerai plus loin.

ETAT APPROXIMATIF du passif et de

PASSIF.		
	\$	cts.
Dette consolidée.....		25,104,266 00
Emprunts temporaires.....		1,700,000 00
Dépôts en fidéicommiss.....		268,313 34
Dépôts des Compagnies de ch. de fer—Pour paiement des intérêts garantis des obligations.....		1,501,633 04
Mandats impayés.....		313,811 81
Subventions en argent des ch. de fer, autorisés mais non encore dues.....	2,299,235 70	
Subventions en terres des ch. de fer, converties en argent, autorisées mais non encore dues—Balance sur les premiers 35 cts. par acre.....	1,500,668 25	
Subventions en terres des ch. de fer, qui peuvent être converties en argent,—2,838,000 à 70 cts. l'acre=\$1,986,600.00 premiers 35 cts. payables à l'achèvement des travaux.....	993,300 00	
		4,793,203 95
Balance de terres et autres dettes, ch. de fer Q. M. O. & O.....		75,000 00
Perte sur dépôt à la Banque d'Echange.....		25,218 75
Obligations du Palais de Justice de Québec.....		200,000 00
		\$33,981,446 89

l'actif de la Province de Québec au 30 juin 1893.

ACTIF.			—	—
			\$ cts.	\$ cts.
Partie du prix du ch. de fer Q. M. O. & O., déposé en banque.			353,390 00	
do do	placé en \$29,000, d'obligations de la province de Québec, emprunt de 1878, achetées à 109%.		31,610 00	
do do	placé en obligations du dn palais de justice de Québec		200,000 00	
do do	placé en obligations de la cité de Québec		15,000 00	
Balance non payée du prix du ch. de fer Q. M. O. & O.....			7,000,000 00	
Allocations aux ch. de fer, en vertu de l'acte fédéral, 47 Victoria, chapitre 8.....				7,600,000 00
En banque.....				2,394,000 00
Réclamation contre l'hon. Thomas McGreevy.....				365,355 91
Coût de l'école Jacques-Cartier, Montréal, à être remboursé par vente de propriété				100,000 00
Avances à divers				138,348 02
Montant approximatif dû comme part de la province de Québec par Ontario, sur le fonds des écoles communes.....				132,062 79
Palais de justice de Québec, en vertu du 45 Victoria, chapitre 26, et 48 Victoria, chapitre 15.....				100,000 00
				200,000 00
				\$11,029,766 72
Excédant du passif sur l'actif, au 30 juin 1893.....				22,951,680 17
				\$33,981,447 8

Si nous déduisons maintenant les subventions des chemins de fer, entrées dans l'état précédent, qui sont devenues caduques, et s'élevant à plus de \$2 000,000, on arrive à une autre diminution nette du même montant dans le passif.

Mes prédécesseurs avaient l'habitude de mettre dans le passif toutes les sommes votées par statuts pour les subventions de chemins de fer, caduques ou non. A l'avenir, nous nous proposons de n'entrer que les subventions qui pourraient devenir dues. Je dirai même que quelques-unes qui sont incluses pourront n'être pas gagnées et qu'aucune n'est due tant qu'elle n'est pas gagnée.

EMPRUNT DE 1893.

J'ai déjà communiqué à la Chambre le résultat de cet emprunt. Je dirai cependant que mes prédécesseurs ont contracté un emprunt public, en juillet 1891, de 20,000,000 de francs, (\$3,8600.00) sur le marché de Paris. J'ai donné les chiffres dans mes discours précédents. Qu'il me suffise de dire que les obligations étaient de 500 francs, à intérêt de 4 pour cent et offertes à 490 francs, avec une commission pour le crédit Lyonnais et la Banque de Paris et des Pays-Bas de 9 francs 75, sur chaque obligation, et sans garantie de réussite de l'emprunt.

Ce qui, avec les dépenses, porte l'intérêt à au moins 6½ pour cent par an, et notez que ceci se passait en 1891.

En 1893, il était impossible, en mai et juin, d'offrir au public, sur les marchés de Londres et de Paris, des obligations pour racheter l'emprunt à courte échéance de 1891. Sur ces marchés, la Province devait compter avec ce qu'on appelle le marché colonial. Commencée à la fin d'avril et continuée jusqu'en juillet, la crise financière de l'Australie et les faillites de ses banques, dans lesquelles tant de capitaux anglais et écossais étaient investis, rendaient impossible—même si d'autres circonstances avaient été favorables—un emprunt colonial, jusqu'à ce que la confiance ait été établie. De plus, la crise générale des Etats-Unis et les difficultés européennes, rendaient très douteux, comme tout financier l'admettra, le résultat d'un emprunt public. La Province avait beaucoup souffert aussi de la Législation de juillet 1888, abrogée depuis, mais qui n'en était pas moins regardée comme une répudiation.

J'ai donc dû recourir à des arrangements temporaires. En ce faisant, la Chambre doit se souvenir que quand mon prédécesseur a emprunté, il

n'avait à faire face à aucune échéance d'obligations publiques, tandis que nous devions absolument rembourser les 20,000,000 de francs devenant dûs le 16 juillet 1893. Il fallait trouver l'argent, sans quoi la Province n'aurait pas fait honneur à sa signature, et la situation aurait été très grave, à mon sens. Comme on le verra par le contrat que j'ai passé avec le crédit Lyonnais et la Banque de Paris et des Pays-Bas, ces institutions ont acheté de nouvelles obligations de 500 francs à deux ans, pour les offrir au public, et la Province a reçu 94 net, en par nous payant les frais d'impression et de timbres.

Ces obligations ont été offertes au public à 490 francs, les deux institutions financières devant recevoir 10 francs pour commission d'émission, et deux pour cent ou 10 francs de plus, sur chaque obligation, à titre de commission d'assurance ou de garantie de prendre ferme tout l'emprunt et en placer le produit à notre crédit le 15 juillet, pour payer les obligations de 1891.

ARBITRAGE FEDERAL ET PROVINCIAL.

La commission d'arbitrage, composée des honorables chancelier Boyd, juge Casault et juge Burbidge, nommés pour régler les comptes depuis longtemps en suspens entre la Puissance du Canada et l'ex-Province du Canada et les Provinces d'Ontario et de Québec, a déjà eu plusieurs séances et une des questions les plus difficiles comme celle relative à la méthode d'établir les comptes des intérêts a été pratiquement réglée. Il reste encore à régler celle du fonds connu sous le nom de Fonds des écoles communes, dans laquelle les Provinces d'Ontario et de Québec sont conjointement intéressés. Il y a aussi une réclamation de la Puissance du Canada contre les Provinces au sujet des annuités accordées aux sauvages. On espère que, dans quelques mois, ces réclamations seront soumises aux arbitres et, à la prochaine session, on aura certainement des nouvelles définitives.

CONCLUSION.

Pour conclure, M. l'Orateur, permettez-moi de vous dire que, dans ses dix-huit mois d'office, l'administration a réussi à rétablir l'équilibre dans nos finances. Nous avons réduit les dépenses, en chiffres ronds, de plus de trois quarts de millions de dollars par an, et nous avons fait disparaître du passif, comme on le voit dans l'état précédent pour les subventions de chemins de fer, plus de deux millions et demi de dollars. Il me semble que les critiques les plus sévères doivent, au moins, être satisfaits d'un pareil exposé financier.

Il est vrai que nous avons imposé un système de taxation et augmenté notre revenu. Ce système a rencontré de l'opposition à Montréal. J'ai

étudié à fond la question et, comme je suis persuadé que le nouveau revenu ne sera nécessaire que pour peu de temps, il est très probable que nous maintiendrons les grandes lignes du système actuel, en réduisant le taux en ce qui regarde les transports de propriétés, en remaniant les droits sur les successions et en proportionnant les licences d'affaires au loyer. Toutefois une mesure vous sera soumise dans quelques jours, sur cette question, et les députés auront tout le temps nécessaire pour l'examiner en détail.

Si les dépenses peuvent être maintenues dans leurs limites actuelles, et quand les remboursements des dépôts de garantie des chemins de fer, qui s'élèvent à environ \$300,000 par an, auront été réduits de moitié après 1898, et cessé en effectuant le dernier paiement en 1890, la Province devra se trouver dans une excellente position financière et on pourra faire disparaître une grande partie des taxes.

Je propose donc, monsieur l'Orateur, que vous quittiez le fauteuil et que la chambre se forme en comité des subsides.